



International Climate Initiative (IKI)

Description courte du projet

Mise en pratique d'un suivi-évaluation transparent : soutenir l'atténuation du changement climatique par le secteur de l'utilisation des terres après l'accord de Paris

Information sur le projet :

Pays cibles :	Côte d'Ivoire, Ethiopie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou
Institutions partenaires :	<p>Secrétaire Exécutif Permanent de REDD+ (SEP-REDD), Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD) M. Ernest Kouame Ahoulou, Chef du SEP-REDD ernest.ahoulou@reddplus.ci</p> <p>Commission de l'Environnement, des Forêts et du Changement Climatique (EFCCC), Ethiopie Secrétariat REDD+ Yitebitu Moges, coordinateur Secrétariat REDD+ yitebitumoges@yahoo.com</p> <p>Autorité Forestière Nationale, Papouasie-Nouvelle-Guinée. Politique forestière et planification Ruth C H Turia, directrice rturia@pngfa.gov.pg</p> <p>Ministère de l'Environnement (MINAM), Pérou PNCB - MINAM, Conseil d'Administration au Développement Alternatif Berioska Quispe Estrada, Spécialiste du renforcement institutionnel pour REDD+ bquispe@minam.gob.pe</p>
Organisations de mise en œuvre :	<p>Centre pour la Recherche Forestière Internationale (CIFOR) Dr. Christopher Martius, Chercheur principal C.Martius@cgiar.org</p> <p>Institut-Oeko e.V. Division Energie & Climat Dr. Hannes Böttcher, Chercheur sénior h.boettcher@oeko.de</p> <p>Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) Département Climat, Biodiversité, Terre et Eau Dr. Danilo Mollicone</p>

Danilo.Mollicone@fao.org

L'Institut International pour l'Analyse des Systèmes Appliqués
(IIASA)

Gestion et Services Écosystémiques

Dr. Steffen Fritz, Directeur Adjoint du Programme

fritz@iiasa.ac.at

La Fédération Nationale pour la vie sauvage (NWF)

Forêt Tropicale et Agriculture

Dr Nathalie Walker, Directrice

walkern@nwf.org

Université de Wageningen

Département de Science Environnementale

Prof. Dr. Martin Herold

martin.herold@wur.nl

Financement du BMU : Jusqu'à 2 977 095 Euro

Duration du projet : 1.11.2020 - 30.10.2023
(36 mois)

Page Web : www.transparentmonitoring.org

Situation de départ

L'Accord de Paris met l'accent sur l'importance du secteur de l'utilisation des terres pour atténuer le changement climatique. Les pays de mise en œuvre ont besoin de sources d'information fiables, impartiales, et faisant autorité, pour un système de suivi-évaluation transparent ("Transparent Monitoring", TM), comme, par ex., Global Forest Watch, OpenForis, Geo-Wiki, pour prendre en compte les émissions et les absorptions.

En Côte d'Ivoire, l'Initiative Cacao et Forêts mise sur l'implication du secteur privé dans le suivi et a récemment accepté la plateforme IMAGES¹ de VividEconomics comme système de suivi. L'acceptation a été obtenue par tous les gouvernements ivoiriens, y compris le Secrétariat REDD+ (SEP-REDD).

Les capacités de suivi de l'Éthiopie se sont améliorées au cours des dernières années, mais sont encore entravées par une précision, une transparence et une exhaustivité limitées aux niveaux national et provincial. Il existe un système national de comptabilisation et de déclaration des GES et un inventaire forestier national. Ces systèmes bénéficieraient d'une amélioration de la qualité et du partage des données sur l'utilisation des terres et la biomasse, ainsi que d'efforts visant à combler les lacunes en matière de données.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a mis en place un système national de suivi-évaluation des forêts, basé sur l'inventaire forestier national, et qui servira de modèle à d'autres pays.

Le Pérou a des activités d'atténuation et des systèmes d'incitation en place, mais a besoin d'une meilleure intégration du suivi-évaluation des experts locaux aux sources de données nationales, pour favoriser un échange d'informations transparent et encourager la coopération entre différents acteurs.

Description

L'objectif du projet est de développer des lignes directrices de bonnes pratiques pour des approches de suivi-évaluation transparent (TM) qui aident les pays disposant de ressources et de données limitées à mettre en œuvre un meilleur suivi-évaluation dans le secteur de l'utilisation des terres. Le projet vise à élaborer des orientations pour la production de jeux de données et d'outils en accès libre ("open source/open access") permettant d'estimer les émissions et absorptions liées à l'utilisation des terres,

^{1 1} https://www.vivideconomics.com/images/20_III_108_Global_A_Independent_Monitoring_Land_Sector

orientations qui devront être mises en œuvre de manière cohérente par les acteurs nationaux. L'initiative OpenForis de la FAO joue un rôle clé pour tester ces orientations.

Le projet vise en outre à améliorer la disponibilité des données pour les pays en développement à l'aide jeux de données et d'outils en accès libre, contribuant ainsi à la mise en œuvre d'un cadre de transparence amélioré et d'une évaluation plus fiable des actions d'atténuation. Les activités spécifiques à chaque pays sont :

Côte d'Ivoire : Élaboration de lignes directrices pour évaluer l'atténuation le long des chaînes d'approvisionnement qui soient conformes aux approches nationales.

Ethiopie : Intégration des approches de la TM pour améliorer le MRV national (évaluations de la biomasse, des changements dans l'usage des terres, et participation des communautés locales à la restauration forestière).

Papouasie Nouvelle Guinée : Évaluation de l'adoption de données ouvertes, de politiques d'accessibilité aux données et de l'amélioration de la participation des peuples autochtones et des communautés locales au système MRV.

Pérou : Développement de pratiques, d'orientations et mise à l'échelle du suivi interactif intégrant l'expertise locale et le système national de suivi de la protection des forêts lié à un système national d'incitation à l'atténuation liée aux forêts.

Effets multiplicateurs

En contribuant à rendre le suivi-évaluation plus transparent, fiable et digne de confiance, ce projet contribuera à développer des systèmes efficaces et efficaces qui répondent aux besoins des pays. Les systèmes de suivi-évaluation conçus selon les directives générées par le projet réduiront les coûts en s'appuyant de plus en plus sur des données en accès libre. Les données et outils en accès libre offrent également aux investisseurs privés l'opportunité de réduire les coûts de collecte de données. Jusqu'à présent, les incertitudes dans la disponibilité des données, leur faible transparence, et les capacités limitées entravent les investissements plus larges et l'engagement du secteur privé.

Les pays sélectionnés représentent les besoins de différents groupes de pays, et ont été choisi pour permettre un transfert en douceur vers d'autres pays. La reproductibilité est un principe directeur des approches de TM. Les résultats seront communiqués à différents niveaux (Conférence des Parties de la CCNUCC, ou Forums Mondiaux sur les Paysages/GLF), en utilisant différents instruments (formations, webinaires, appuis, et ateliers de travail), et via des réseaux de grande envergure à fort potentiel multiplicateur (IPCC, FAO, GFOI, GOF-C-GOLD).